

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plérin, le 28/02/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ERA PERENNES**

LIEU-DIT LA BOISSIERE

--

22200 Plouisy

Références : 2025.073

Code AIOT : 0005500069

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement ERA PERENNES implanté 18 Route de Kerbost -- 22200 Grâces. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réalisée le 6 février 2025 a pour objectif principal de contrôler la réalisation des actions nécessaires au respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 9 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERA PERENNES

- 18 Route de Kerbost -- 22200 Grâces
- Code AIOT : 0005500069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est autorisé à exploiter des silos de stockage de céréales, soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des ICPE. Il bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 19 juin 1991, modifié le 4 mars 2010.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Electricité, Courant vagabond, Foudre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Accès	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 1(d)	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Propreté	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
11	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 1(a)	Sans objet
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/02/2007, article R.511-9	Sans objet
4	Rapport d'incident	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 1(b)	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet
7	Détection des	AP de Mise en Demeure du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incidents	09/08/2024, article 1(c)	
10	Fosse de réception	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 06/02/2025 a permis de vérifier que l'exploitant avait mis en œuvre les actions nécessaires pour répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/08/2024. Au vu des constats réalisés, l'inspection propose à M. le Préfet de lever cette mise en demeure.

Toutefois, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit veiller à ce qu'il n'y ait pas de dépôt de poussières sur ces installations électriques et mettre à jour les plans mis à disposition des services de secours.

De plus, l'exploitant devra fournir à l'inspection les documents permettant de statuer sur la conformité des éventuels dispositifs de protection contre la foudre et contre les courants vagabonds.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 1(a)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société PERENNES CEREALES exploitant des silos métalliques de stockage de céréales, 18 route de Kerbost - ZI de Grâces, sur la commune de Grâces, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : (a) article R. 181-47 du code de l'environnement dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, en procédant aux démarches de changement d'exploitant auprès de la Préfecture des Côtes d'Armor ;
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté la preuve de dépôt, datée du 03/12/2024, obtenue suite à la réalisation de la démarche de changement d'exploitant. Ce document informe l'administration que le site situé 18 route de Kerbost, sur la commune de GRÂCES, est exploité par la société ERA PERENNES depuis le 31/08/2020.  <b>L'inspection constate que l'exploitant a répondu à la demande exprimée à l'article 1.a de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/08/2024.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/02/2007, article R.511-9
---

<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Code environnement : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que, sur la preuve de dépôt de changement d'exploitant daté du 03/12/2024, l'exploitant a indiqué qu'il exerçait une activité de stockage de céréales dans des silos soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC) sous la rubrique ICPE n° 2160-2-b. D'après la nomenclature des installations classées, cela implique que le volume des stockages positionnés dans des silos d'au moins 10 m de hauteur, soit supérieur à 5000 m <sup>3</sup> tout en étant inférieur ou égal à 15000 m <sup>3</sup> . Or, ce site est connu de l'administration comme disposant de 18650 m <sup>3</sup> de silos classés, ce qui justifie du régime de l'autorisation sous la rubrique ICPE n° 2160-2-a.  Le 06/02/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter le détail de ses installations afin de connaître le volume effectif des stockages et, ainsi, vérifier le classement du site. L'exploitant a fourni une estimation des tonnages pouvant être stockés lorsque tous les silos sont remplis mais n'a pas été en capacité de convertir immédiatement cette information en volume de stockage. Par mail du 13/02/2025, l'exploitant a informé l'inspection que le volume de stockage de ses silos était de l'ordre de 18000 m <sup>3</sup> . Accompagné par l'inspection, l'exploitant a ensuite effectué les démarches nécessaires à la correction des informations ayant été transmises à la préfecture dans le cadre de l'information relative au changement d'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

Le 06/02/2025, l'inspection a interrogé l'exploitant sur son état des stocks. En particulier, dans la mesure où l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/06/1991 cite ces matières, il a été demandé à l'exploitant de faire le point sur les quantités présentes sur site de céréales et d'engrais.

L'exploitant a présenté à l'inspection le logiciel qui lui permet de suivre l'état des stocks de céréales dans ses silos. Les informations sont consultables à tout moment à partir des postes informatiques positionnés sur les sites exploités par l'exploitant (implantés à Plouisy ou à Grâces). Les informations disponibles décrivent :

- le lieu de stockage,
- les matières stockées
- les tonnages présents dans les silos.

Elles sont mises à jour au moment de la facturation donc, généralement, le jour-même de la livraison au client.

Toutefois, le 06/02/2025, l'exploitant a été observé qu'une erreur existait au niveau des informations relatives au stock de pois bio dont la présence était toujours inscrite dans le logiciel alors qu'ils avaient été livrés.

Concernant la présence d'engrais sur le site de Grâces, l'exploitant a indiqué que leur stockage ne relevait plus de sa responsabilité dans la mesure où, depuis plusieurs années, il avait loué le bâtiment servant à leur entreposage à l'entreprise EVEN.

Post inspection, l'inspection a contacté l'entreprise EVEN afin de faire le point sur les activités menées : des engrais de différentes natures, dont certains contiennent du nitrate d'ammonium, sont effectivement stockés sur site. Toutefois, les quantités sont toujours inférieures aux seuils de classement de ces produits sous les rubriques ICPE applicables.

Par ailleurs, le 06/02/2025, l'inspection n'a pas constaté la présence de produits dangereux ou de graisse sur le site de Grâces.

**L'inspection constate que l'exploitant est en mesure de fournir rapidement un état actualisé de ses stocks.**

**Cependant, il a également été constaté que les modalités de gestion du site avaient évolué.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant, d'une part, de veiller au bon renseignement de son état des stocks dans un délai court (maximum

hebdomadaire) et, d'autre part, de lui transmettre un porter à connaissance décrivant précisément la nouvelle organisation du site ainsi que les équipements en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 1(b)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société PERENNES CEREALES exploitant des silos métalliques de stockage de céréales, 18 route de Kerbost - ZI de Grâces, sur la commune de Grâces, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :</p> <p>(b) article R. 512-69 du code de l'environnement dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, en déclarant à l'inspection le début d'incendie survenu en octobre 2023 et en transmettant à l'inspection un rapport d'incident précisant, notamment, les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les installations, les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises pour réparer les dommages et les mesures prises pour éviter un incident similaire ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier daté du 24/08/2024, l'exploitant informe l'inspection qu'« il n'y a pas eu d'incendie en octobre 2023 mais une combustion sans flamme due à une surchauffe sur un câble »</p> <p>L'exploitant indique également que, suite à cet incident, l'armoire électrique et l'installation électrique ont été remplacées.</p> <p>Pour étayer ses dires, l'exploitant fournit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une facture émise par la société EUROFEU, datée du 12/03/2024,</li> <li>• le procès verbal d'intervention sur le parc d'extincteur réalisé en 2024 par la société EUROFEU SECURITE ;</li> </ul> <p>De plus, post-inspection, l'exploitant a transmis un rapport circonstancié, rédigé à l'aide du formulaire type du ministère de l'Environnement.</p> <p><b>L'inspection constate que l'exploitant lui a transmis les éléments permettant de caractériser l'incident ayant eu lieu en octobre 2023 ainsi que les mesures correctives ayant été prises, répondant ainsi à l'article 1-b de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/08/2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p>

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.

[...]

#### Constats :

Par courrier du 24/08/2024, l'exploitant a transmis :

- le procès verbal d'intervention sur le parc d'extincteur réalisé en mars 2024 par la société EUROFEU SECURITE ;
- un mail rédigé par le SDIS 22 qui liste les poteaux incendie disponibles à proximité des installations classées (PI n° 6 situé à 20 m du site, PI n° 35 situé à 380 m du site, PI n° 7 situé à 420 m du site).

Le 06/02/2025, l'exploitant a présenté à l'inspection les comptes-rendus de vérification et entretien des poteaux incendie réalisés par la société SAUR le 11/10/2024.

Il y est notamment noté que le poteau incendie n°0028739490 (= PI n°6 dans le référentiel du SDIS22) a un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1,3 bars.

D'autre part, l'inspection a observé que les installations exploitées par l'entreprise ERA PERENNES ne comportent pas de tour de fabrication pouvant nécessiter la présence de colonne sèche pour être défendue contre un incendie.

**L'inspection constate que l'exploitant vérifie la prescription contrôlée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Electricité, Courant vagabond, Foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Electricité, Courant vagabond, Foudre

#### Prescription contrôlée :

[...]

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

[...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;



<p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'incident d'octobre 2023, l'exploitant a refait la totalité de ses installations électriques.</p> <p>Le 06/02/2025, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques réalisée le 07/11/2024 par l'entreprise AR/Control, disposant d'une accréditation COFRAC. Aucune non-conformité n'a été identifiée.</p> <p>Cependant, l'exploitant a indiqué ne pas avoir récupéré, lors de la vente des installations réalisée en 2020, les documents relatifs à la protection contre les effets de la foudre ou ceux relatifs aux courants vagabonds.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les conclusions d'une étude relative aux courants vagabonds ;</li> <li>• les conclusions relatives à la protection contre les effets de la foudre : dernier contrôle périodique des dispositifs de protection et/ou Analyse du risque Foudre et étude technique associée ; à noter que ces documents doivent avoir été transmis par l'ancien propriétaire du site.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Détection des incidents

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 1(c)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection des incidents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société PERENNES CEREALES exploitant des silos métalliques de stockage de céréales, 18 route de Kerbost - ZI de Grâces, sur la commune de Grâces, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :</p> <p>(c) : article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en mettant en conformité son installation afin que toute détection d'incident (bourrage, défaut de rotation, etc..) soit détectée, reportée et asservie à l'arrêt des installations ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'incident d'octobre 2023, l'exploitant a mis en place un automate qui lui permet, notamment, de programmer et suivre à distance le fonctionnement de ces installations dans la mesure où une application lui permet d'avoir à tout moment accès sur son téléphone personnel</p>

aux informations de l'automate.

Le 06/02/2025, l'inspection a contrôlé la présence de dispositifs anti-bourrage au niveau des transporteurs positionnés dans la galerie sous cellules.

De cet endroit, l'exploitant a programmé de son téléphone l'automate afin d'initier une séquence de vidange de la cellule 1 vers le boisseau B10.

Manuellement, l'exploitant a déplacé le dispositif de contrôle de bourrage du transporteur Tr3 afin de simuler un incident de fonctionnement.

L'inspection a alors constaté :

1. la mise en route des différents équipements nécessaires à la réalisation de l'action demandée (démarrage de l'opération uniquement après vérification préalable de la cohérence du positionnement des différentes vannes, ouverture des vannes nécessaires, mise en route successive des différents transporteurs) ;
2. détection par l'automate du dysfonctionnement et identification correcte de l'emplacement du problème ;
3. arrêt du mouvement des grains tant que le dysfonctionnement n'a pas été réglé ;
4. reprise du mouvement des grains uniquement après traitement du dysfonctionnement).

Par ailleurs, le 06/02/2025, l'exploitant a également transmis à l'inspection le relevé des opérations de maintenance réalisées, depuis 2021, au niveau des silos, pont bascule, transporteurs et élévateurs, fosse, chemins de câbles, gaines de ventilation.

**L'inspection constate que l'exploitant dispose des dispositifs nécessaires pour répondre à l'article 1-c de l'arrêté préfectoral du 09/08/2024.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Accès

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 1(d)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès

**Prescription contrôlée :**

La société PERENNES CEREALES exploitant des silos métalliques de stockage de céréales, 18 route de Kerbost - ZI de Grâces, sur la commune de Grâces, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

(d) : article 8 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en mettant en conformité son installation afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès librement aux installations ;

**Constats :**

Par courrier daté du 24/08/2024, l'exploitant indique que, du fait de l'historique du site, l'accès aux installations exploitées par l'entreprise ERA PERENNES est commun avec celui permettant de rejoindre les installations classées voisines, actuellement exploitées par l'entreprise COOPERL. L'exploitant précise que seuls les camions autorisés viennent effectivement sur site et sont accueillis par les salariés.

Il indique également que la salle des machines, qui permet d'accéder à l'automate contrôlant le fonctionnement des équipements pouvant présenter des risques, est systématiquement fermée en l'absence du personnel de l'entreprise ;

Le 06/02/2025, l'inspection a constaté la présence d'une clôture mobile (type barrières Heras) entre les deux sites.

L'exploitant a également informé l'inspection qu'un arrangement avait été trouvé avec la COOPERL : la société ERA PERENNES rachète une partie du terrain de l'entreprise COOPERL afin de permettre la circulation des camions sur son site en toute sécurité (passage d'un géomètre programmé le 21/02/2025) tandis que la COOPERL finance la mise en place de la clôture demandée et la mise en place de portillons permettant de créer un deuxième accès pour les services de secours.

**L'inspection constate que l'exploitant a mis en place des actions temporaires permettant de répondre à la prescription détaillée à l'article 1-d de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/08/2024.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de l'informer régulièrement des travaux mis en œuvre afin de séparer son site de celui exploité par la COOPERL.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 9 : Propreté**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Propreté

**Prescription contrôlée :**

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.

Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

**Constats :**

Le 06/02/2025, l'exploitant a transmis les protocoles de nettoyage du bureau, du boisseau, de la fosse de réception et des silos ainsi que les enregistrements des nettoyages réalisés depuis 2021.

Ces documents sont archivés au format informatique sur le serveur de l'entreprise.

L'exploitant indique également avoir acheté un aspirateur ATEX en juin 2023 (présentation de la facture) qui est utilisé indifféremment sur le site de Grâces ou de Plouisy. Cet aspirateur n'a pas été présenté le jour de l'inspection.

**L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un système qui lui permet, d'une part de décrire les actions devant être réalisées en cas de nettoyage et, d'autre part, de tracer leur réalisation dans le temps.**

Cependant, le 06/02/2025, l'inspection a également observé la présence de poussières et de toiles d'araignée dans la galerie sous-cellules, notamment au niveau de certains boîtiers électriques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des observations réalisées le 06/02/2025, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place des dispositifs permettant de protéger des poussières l'ensemble de ces éléments électriques, notamment dans la galerie sous-cellules.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Fosse de réception**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fosse de réception

**Prescription contrôlée :**

Les aires de chargement et de déchargement sont :

- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m<sup>3</sup> (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles);
- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.

[...]

**Constats :**

Le site PERENNES de Grâces est équipée d'une fosse passante permettant de réceptionner les céréales et d'un dispositif de chargement des grains dans les camions de livraisons qui sont tous deux positionnés en plein air.

L'exploitant a précisé que la fosse passante, installée dès la création du site, n'a jamais été équipée d'aspiration.

Le 06/02/2025, l'inspection a contrôlé l'état de la zone de réception des grains et de chargement des camions de livraison et a constaté que ces deux aires étaient correctement nettoyées et a vérifié que, de par leur conception, les aires de déchargement et de chargement de l'entreprise PERENNES sont suffisamment ventilées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Localisation des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Risques accidentels, Localisation des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan qui permet de localiser le pont bascule, la fosse de réception, les transporteurs, les silos et boisseaux ainsi que le bâtiment dans lequel se trouve le bureau.

Ce plan est affiché dans le bureau.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le 06/02/2025, l'inspection conseille à l'exploitant de compléter ce plan en y indiquant, notamment, le positionnement de la salle des machines, l'emplacement du transformateur électrique et du poteau incendie n° 006. Les risques propres à chaque équipement devront être précisés (incendie, explosion).

Il devra également réfléchir à la façon de le mettre à disposition des services de secours, y compris en heures non ouvrées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois